

Reconquista

Samizdat de combat identitaire

Mars 2006

Au bout de la route du mensonge...

C'est dans l'indifférence quasi-générale que la manifestation en mémoire d'Ilan, le vendeur de téléphones portables torturé à mort par les nouveaux barbares que produit ou importe toujours en plus grand nombre notre magnifique société « libre, égale et fraternelle », a dégénéré en « chasse à l'arabe » et en passage à tabac de plusieurs jeunes maghrébins par les juifs radicaux composant la majorité du cortège...

On imagine sans peine l'émoi national, le scandale horrifié et la stupeur révoltée qui se seraient emparés du pays si les responsables de cette « ratonnade » avaient été des sympathisants du Front national, des skinheads ou plus généralement n'importe quel type de franchouillards forcément fachos... Une grande manifestation nationale, menée par le président de la République lui-même, aurait rassemblé des centaines de milliers de français hautement citoyens et forts inquiets, toujours prêts à un courageux acte de résistance face à la pieuvre sans cesse renaissante du fascisme.

Seulement là, curieusement, on préfère se taire ou parler hâtivement de « fait divers » et passer sans attendre à autre chose car cette explosion de violence raciste et de haine inter-communautaires ne rentre pas dans le beau modèle républicain qu'on nous rabâche depuis des lustres, ni dans le schéma binaire d'un racisme unique et unilatéral produit par une majorité d'ignobles français moyens à l'encontre de pauvres minorités souffrantes aussi pures qu'innocentes par nature...

Ainsi ce nouvel exemple éclatant de l'échec fondamental et tragique du « multi-ethnisme » bienheureux fait-il exploser en vol les chimères simplistes et manichéennes de « l'anti-racisme » idéologique et les dogmes culpabilisateurs avec lesquels on a cherché depuis 40 ans à bâillonner ceux qui tentaient de prévenir les catastrophes que nous subissons et d'éviter l'impasse dans laquelle nous nous précipitons si joyeusement.

On a voulu nier la réalité des différences et des incompatibilités ethno-culturelles en les mettant sur le compte du refus frileux et obtus de « l'autre » par un peuple français qu'il fallait « éduquer » à la tolérance (comprendre « acceptation de tout à

commencer par l'abject et l'intolérable »). On a refusé de prendre en considération les attachements communautaires et le besoin d'identité des différentes populations formant ce puzzle de plus en plus fragile et atomisé que devient la France. On a fait semblant de ne pas comprendre que le fait de mettre en évidence l'incompatibilité viscérale, voire l'opposition ontologique de certaines cultures, n'induisait en rien une hiérarchie entre celles-ci et n'était pas plus un acte de mépris ou de haine envers l'une ou l'autre de ces entités. On a scandaleusement assimilé le différencialisme au racisme. On a voulu faire croire qu'être fier de ce que l'on était et ne pas vouloir le laisser disparaître était un acte de défiance et de rejet de la différence alors que c'est bien au contraire le préalable indispensable à l'existence d'un monde multiple, riche et différencié. On a tut le fait, pourtant démontré mille fois par le passé, que pour vivre ensemble dans un minimum de paix et de compréhension il fallait partager un socle commun minimal de culture, d'histoire, de valeurs et de référents.

On a menti et on a triché.

Mais les refus du réel ne sont jamais éternels et aujourd'hui le carcan du mensonge et de l'irresponsabilité craque de tous côtés. On s'empresse donc de minimiser et de taire les événements qui en font la démonstration, ces nouvelles (et énièmes) preuves. C'est ce qu'on appelle « l'éthique citoyenne » des médias.

Pierre Chatov □



Décolonisés mais pas affranchis, ils nous font les poches et la gueule

La même semaine où l'imbécile de l'Elysée fait, pour complaire aux tyranneaux nègres et autres parrains de républiques bananières, annuler par décret toute référence aux aspects positifs de la colonisation, on apprend que l'ex-Indochine française et le Nigeria, ancien protectorat britannique, implorent l'aide du colonisateur maudit pour affronter l'épizootie de grippe aviaire.

Le Kenya, le Bénin, l'Afrique du Sud, le Mali et la Mauritanie annoncent qu'ils en feront autant au cas où des indices laisseraient supposer une extension de la maladie sur leurs territoires.

D'autres pays libérés du joug colonial n'ont pas attendu la grippe des oiseaux pour nous plumer comme des pigeons.

- **Au Cameroun**, ex-colonie allemande puis française, nous payons encore la formation professionnelle, le développement rural, l'intégration des femmes, les luttes contre la pauvreté, le sida, le paludisme et la tuberculose, la réhabilitation du port et des chantiers navals de Douala, de la route Nkong-Samba-Kékem et du pont sur le Wouri, le transport ferroviaire, la protection des enfants, la construction d'écoles primaires dans les provinces du Centre, du Sud et de l'Est, la relance des filières cacao-café, la diversification agricole dans l'industrie bananière et la filière palmier à huile, l'amélioration des conditions de circulation de Yaoundé, la réalisation d'infrastructures de santé avec fourniture d'équipements, achat de médicaments et formation des personnels, la gestion des espaces pastoraux, la construction d'un pipeline et d'une route bitumée de 248 km Bertoua-Caroua-Boulaï, et l'entretien de 2500 km de voiries rurales. Sans parler des comptes en Suisse des ministres.

- **Le Bénin**, qui du temps de la colonisation française s'appelait le Dahomey, et qui est indépendant-sic depuis un demi-siècle, nous fait financer la réhabilitation de ses routes, son alimentation en eau potable, l'assainissement en milieu rural, et la lutte contre la prolifération des plantes aquatiques. Plus l'interconnexion électrique dans le Nord, l'entretien des réseaux routiers, les travaux urbains de voirie et d'assainissement, le programme de réduction de la pauvreté (des ministres ?), l'électrification rurale, le réaménagement de la route Djougou-N'dali, l'accélération de la croissance, l'amélioration de l'accès des populations aux services de base, la protection de l'environnement, la fabrication des poteaux en bois, l'extension des réseaux électriques, ainsi que des travaux de branchement et bien entendu le renforcement des moyens de lutte contre le sida. Plus la bonne gouvernance et la démocratie (sic !).

- **La Côte-d'Ivoire**, où l'on fait inculper nos soldats quand on ne les bombarde pas, nous tape pour payer ses services sociaux et la réhabilitation des infrastructures de base, l'amélioration de la qualité (?), la commercialisation et la promotion des exportations de café, la mise en place du système régional d'information, les dépenses de santé, d'agriculture, d'environnement, le développement rural, l'éducation, la formation professionnelle et *of course* la lutte contre le Sida, la formation continue de 4200 fonctionnaires et agents de l'Etat, l'insertion des jeunes, l'aide aux petits projets locaux, les systèmes d'approvisionnement en

eau potable, le remboursement de frais de scolarité, la réhabilitation de bâtiments scolaires, la dotation en matériels militaires, l'appui au secteur agricole, l'organisation des élections, la réhabilitation d'une centrale hydroélectrique, la réfection et la construction de ponts. Plus la fameuse bonne gouvernance et la non moins fameuse démocratie (re-sic !).

- **Au Mali**, qui fut le Soudan français jusqu'en 1960, nous finançons, 46 ans après l'indépendance, le système éducatif, le développement de la pêche continentale, la protection du patrimoine agropastoral et forestier, l'acquisition d'outils et produits appropriés, la préservation du fléau acridien (les criquets que Begag encourage en France), la réhabilitation du secteur coton et la restructuration financière de la Compagnie malienne de développement des textiles, la modernisation du ministère de l'Economie, le financement du programme sectoriel de l'éducation, les études pour optimiser la gestion des ressources hydriques, les études sur un programme d'assainissement des eaux dans le district de Bamako, les études de faisabilité technique de 750 km de route, le renforcement de 1050 km de routes bitumées, l'installation de postes contrôles aux frontières et d'un système de communication radio sur cette voie, l'utilisation de l'énergie moderne dans les régions rurales et dans les périphéries des villes, la réforme du secteur de l'énergie et des institutions chargées de sa gestion, la conservation de la biodiversité et de développement durable dans les zones humides du delta du fleuve Niger, l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, la décentralisation, la justice, l'aménagement hydro-agricole, l'alimentation en eau potable, le renforcement des capacités de production et de distribution de l'électricité, le redressement économique et financier et l'organisation des élections présidentielle et législatives. Plus la bonne gouvernance, vous aviez deviné...

- **Au Gabon**, dont le chef d'Etat est presque aussi riche que Chirac (il faut dire qu'il a plus d'heures de vol), nous finançons l'aide aux administrations pour une meilleure gestion des entreprises, la lutte contre le sida, le câble sous-marin à fibres optiques SAT-3, la mise en place d'un entrepôt médical, l'aménagement routier sur 185 km, l'aide alimentaire aux Congolais réfugiés au Gabon, la réfection des hôpitaux, la construction du palais sénatorial, etc.

Faute de place, nous ne citerons pas les autres pays indépendants de l'Afrique jadis odieusement exploitée par l'Homme Blanc.

Qu'on nous permette seulement une question : si vraiment la colonisation a été aussi prédatrice qu'on le dit, est-ce qu'un des brillants économistes que le monde entier envie au continent noir pourrait nous expliquer pourquoi, après avoir connu la prospérité sous le joug colonial, ces pays subissent la misère dans la liberté et l'indépendance ?

Question annexe : jusqu'à quand ont-ils l'intention de nous faire les poches en nous crachant au visage ?

Article tiré du *Libre Journal de la France Courtoise* n°371.
Abonnement : SDB - 4, place Franz Liszt - 75 010 Paris
Site Internet : www.francecourtoise.info

Après les soupes au cochon, interdira-t-on les fraises Tagada, les Hari-Croco et les Carambar ?

La dérive communautariste, qu'elle soit planche de salut ou cercueil de l'identité européenne, fait qu'aujourd'hui, un préfet de la République Française va jusqu'à prendre arrêté sur arrêté pour interdire au collectif "Solidarité Alsacienne" de distribuer une soupe solidaire et identitaire, à base de cochon, venant compléter l'offre d'aides aux plus démunis de nos concitoyens à Strasbourg.

Alimentaire, identitaire et solidaire...

Le Collectif troublerait l'ordre public ! L'argument ne tient pas lorsque l'on sait que les distributions sont pacifiques et que seules les menaces et invectives de militants d'extrême gauche viennent troubler la quiétude des rues strasbourgeoises.

Plus sérieusement, il est amusant de voir ici la gauche et son extrême, d'habitude assez promptes à défendre une certaine idée de la laïcité et à saper tous les fondements religieux de la société, à intégrer à leur discours des interdits religieux forts. Pour ces professionnels de la manipulation, qui ne sont d'ailleurs pas suivis par les communautés dont ils s'autoproclament les défenseurs, la ficelle est grosse. Peu importe que des musulmans n'aient rien contre la soupe au cochon, l'occasion fait ici le lardon... Pardon, le larron !

« Jusqu'où va-t-on descendre ? » se demandait récemment Alain Soral pendant que Renaud Camus voyait dans le supposé anti-racisme, le communisme du XXI^e siècle. Va-t-on désormais voir dans les *winstubs* et *bierstubs* alsaciennes des hauts lieux de la discrimination, va-t-on voir dans les boucheries des cellules de la résistance identitaire ? La question mérite d'être posée.

Les fraises Tagada : une arme de discrimination massive ?

Quant à la jeunesse, elle ne saurait être épargnée. Demain, après les soupes au cochon et aux saucisses de Strasbourg, on interdira sans doute les fraises Tagada, les Nounours et les Chamallows !

Pourquoi, vous demandez vous ? Tout simplement parce qu'après la crise de la vache folle, un certain nombre d'aliments à base de gélatine, ont vu la gélatine de porc remplacer la gélatine de bœuf ! Et que donc, on a fait consommer du porc, sans même l'annoncer comme les distributeurs de soupes enracinées ont la courtoisie de le faire.

Dès 2001, un article d'un dossier du *Point* précisait : « La vache folle va-t-elle chasser des cours de récréation les nounours gélibés, Hari Croco, fraises Tagada et autres Chamallows ? Tous ces bonbons fabriqués par Haribo contiennent en effet de la gélatine. Or les gélatines concoctées à partir de vertèbres de bovins sont désormais soupçonnées de transmettre l'ESB. Mais que l'on se rassure, le géant allemand de la friandise n'utilise plus en

Europe de gélatine d'os bovins. Il l'a troquée contre de la gélatine porcine. Et ce dès 1996, l'année où a été identifié en Grande-Bretagne le premier cas humain de la maladie de la vache folle. Idem pour toutes les sucreries de La pie qui chante, parmi lesquelles on trouve notamment les Carambar » (*Le Point* 01/06/01). En 2004, un article du *Parisien* mentionnait l'extension de l'usage de gélatine de porc à de nombreux yaourts.

Mieux, questionnée sur le sujet, la firme Haribo confirmait tout cela par la voix de Jean-Pierre Michaud, son directeur industriel : « La Société Haribo utilise essentiellement de la gélatine extraite de peaux de porcs - la plus utilisée dans l'industrie alimentaire - pour la fabrication de ses confiseries destinées au marché français et occasionnellement de la gélatine de volaille ou de bœuf pour les produits destinés à certains circuits spécialisés ». On devine ici que l'exportation doit faire l'objet d'un traitement particulier... Mais que le marché européen utilise donc de la gélatine de porc, sans égards pour les convictions des consommateurs.

Carambar : discriminatoire !

Donc, si la soupe au cochon est jugée ségrégationniste, les fraises Tagada et les Carambars vont-ils dès lors se voir affublés de l'adjectif "discriminatoire" ? Après les bouchers, les boulangers et vendeurs de friandises vont-ils se voir accusés de tous les maux par la gauche et son extrême ?

Va-t-on voir nos professionnels de l'antiracisme distribuer des tracts devant les grandes surfaces pour dénoncer le grand commerce discriminant et demander l'interdiction des bonbons de notre enfance ?

La logique qui est la leur, désormais empreinte d'une subite religiosité, le voudrait.

Il est clair désormais que l'extrême gauche travaille pour le système. Relayant des interdits religieux que les "progressistes" d'une autre époque n'auraient pas manqué de considérer comme un "opium" régressif, elle conforte la logique communautariste voulue par Sarkozy et les imams intégristes en l'auréolant d'antiracisme.

En exigeant que soient interdites des distributions de soupe, que soient prosrites les coutumes alimentaires les plus enracinées, que soient censurés les propos qui déplaisent à la nouvelle classe dominante, que soit condamné le droit d'association et de réunion des citoyens libres, elle participe de cette atmosphère tyrannique qui pèse chaque jour plus lourdement sur chacun d'entre nous. Dans une telle situation, la liberté partout traquée trouve refuge où elle peut. Par exemple, dans le camp identitaire, naturellement libertaire, qui a toujours su lui faire bon accueil.

Emile Zona ☐

Les "Français-Moussaoui"

Pendant toute une semaine, sur toutes les radios et télévisions, la propagande nous a asséné à chaque heure des nouvelles du procès du "Français" Zaccarias Moussaoui. Pas l'islamiste, pas l'Arabe, pas le Maghrébin, pas le terroriste Zaccarias Moussaoui. Non : le Français.

« De quoi est-il question ? » « De qui parlons-nous ? » répétait sans relâche mon vieux maître ès journalisme Jean Boizeau, qui m'avait enseigné qu'il vaut mieux être moqué qu'incompris. Et qui ajoutait en mâchant son cigare : « *Ecrivez : Victor Hugo, poète français* ». Pas Victor Hugo, fils de général, ou dessinateur tachiste, ou cocu magnifique et mari infidèle, non : poète français. Parce que c'est par là qu'il est connu et donc reconnaissable.

Zaccarias Moussaoui est-il connu et reconnaissable en tant que terroriste français ? Evidemment pas.

On voit bien en quoi il est terroriste puisqu'il le proclame lui-même en se revendiquant "soldat" d'Al Qaida, disciple de Ben Laden, glaive de l'islam et tueur d'infidèles. Mais en quoi est-il Français, ce fils d'immigrés marocains ? Par sa culture ? Par ses traditions ? Par sa mémoire ? Par son éducation ? Par les services qu'il a rendus à la France ? Par reconnaissance pour les services qu'il en a reçus ? Par amour patriotique ? Par passion charnelle pour une terre d'élection ? Par le sang reçu, le sang versé, le sang offert ? Par la race ? La religion ? La langue ?

Par rien de tout cela, évidemment.

Il est Français par le texte imbécile d'une loi criminelle instaurant le "droit du sol".

Il est Français parce que sa mère, Marocaine engrossée par un Marocain a accouché dans un hôpital français où elle était de passage le 30 mai 1968. Un point c'est tout ! Appartenant à une famille de migrants économiques, elle aurait aussi bien pu délivrer son rejeton aux Pays-Bas, en Belgique, en Espagne ou au Portugal. Et il se serait trouvé porteur de papiers d'identité néerlandais, belges, espagnols ou portugais par le simple caprice de parlementaires asservis dont les lois iniques ont fait de leur patrie un lieu de passage. Un peu comme un hôtel-restaurant où l'on serait logé et nourri à l'œil simplement parce qu'on est arrivé à franchir la porte et où l'on recevrait, en prime, un salaire.

Mais il y a mieux encore. A supposer que le "Français Moussaoui" retourne un jour au Maroc et fasse un enfant, celui-ci, né d'un père français par le droit du sol sera, même né à l'étranger, français par le droit du sang. Et il en ira ainsi de toute la moussaouitude jusqu'à l'extinction des temps.

Pour mesurer le caractère formidablement idiot de ce *jus soli*, il suffit de le pousser à son comble : Zaccarias Moussaoui étant né à Saint-Jean-de-Luz, quel journaliste pourrait sans éclater de rire annoncer que "le procès du Basque Zacca-

rias Moussaoui a commencé" ? Qui songerait à présenter le "chanteur de l'Occident" Jean-Pax Méfret, né à Alger, comme l'Algérien Méfret ? Qui soutiendrait sérieusement que Sacha Guitry est un écrivain russe parce qu'il vit le jour à Saint-Pétersbourg ?

Ce mensonge n'est pas seulement grotesque. Il est criminel. Il est calculé. Il nous impose le chaos nomade célébré par ce nomade qu'est lui-même Attali. Et qui dit nomade dit envahisseur et prédateur. Toujours.

Or ils sont des millions aujourd'hui.

Ils nous submergent, ils nous accablent, ils nous tondent ras et, loin de nous remercier de les recevoir, de les héberger, de les nourrir, de les éduquer, de les soigner, ils nous haïssent (regardez leurs gueules en ce moment sur les télé). Ils nous méprisent (écoutez leurs chants de guerre contre « *Cette France hypocrite qui se gratte les couilles à table* », comme le glapit la fatma rapiste Diams, matraquée à longueur de journée par Franc Sphincter). Ils nous menacent (entendez Begag, ministre pornographe, les appeler à enfoncer nos portes et à être notre fléau comme le criquet fut celui de leurs aïeux). Ils saccagent notre patrimoine (les émeutes de novembre ont été l'arbre qui cache la forêt des destructions, profanations, actes de vandalisme perpétrés sur tout le territoire national à longueur d'année). Ils inoculent à nos enfants leur langage à base de borborygmes et d'abolements, leur vêtue simiesque, leur musique abrutissante. Ils prétendent nous imposer le respect de leur culte idiot et l'intégration de leurs mœurs barbares. Ils trouvent pour les y aider des préfets, des juges et des politiciens collabos qui nous interdisent de rire de ce qui nous amuse, de manger ce que nous aimons, de fréquenter et d'employer qui nous voulons.

Demain, ils forceront nos femmes à porter le sac à patates grillagé et à se faire exciser, avant de nous contraindre à tondre nos fessiers cinq fois par jour vers l'Occident et à nous frapper le front sur des carpettes.

Est-ce tolérable ? Non.

Il est temps que les Français se décident enfin à entrer en résistance. A se rebeller contre cette dhimitude. A refuser la submersion, la subversion et l'humiliation.

Il est temps qu'ils se débarrassent de tous ces Moussaoui et de toute leur moussaouitude.

Serge de Beketch ☐

Téléchargez les précédents numéros

de *Reconquista* sur le site Internet :

www.reconquista.info